

Conjoncture Outre-mer 2^e trimestre 2014

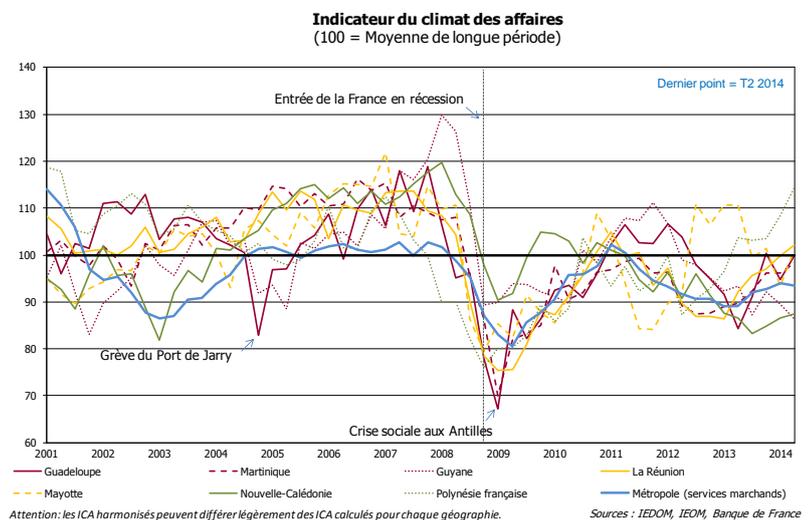
UN CLIMAT DES AFFAIRES GLOBALEMENT MIEUX ORIENTÉ

La conjoncture économique dans l'Outre-mer français est globalement mieux orientée au deuxième trimestre 2014. L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en progression dans l'ensemble des départements d'outre-mer à l'exception de la Guyane. Il se rapproche ainsi de sa moyenne de longue période à la Guadeloupe et à la Martinique et la dépasse légèrement à La Réunion et à Mayotte. Il reste cependant fortement dégradé en Guyane. Dans le Pacifique, les trajectoires sont divergentes : le climat des affaires polynésien est bien orienté, mais la conjoncture économique calédonienne demeure morose.

Alors que le ralentissement de l'inflation se poursuit, la consommation des ménages reste timide et l'investissement peine à redémarrer.

Parallèlement, les tensions sur le marché du travail persistent, bien qu'une légère amélioration soit observée aux Antilles où le nombre de demandeurs d'emploi recule sur le trimestre.

Les perspectives d'activité pour le troisième trimestre sont contrastées. Si le courant d'affaires reste bien orienté à la Martinique, à La Réunion et en Polynésie française, les chefs d'entreprise sont en revanche plus pessimistes dans les autres géographies.

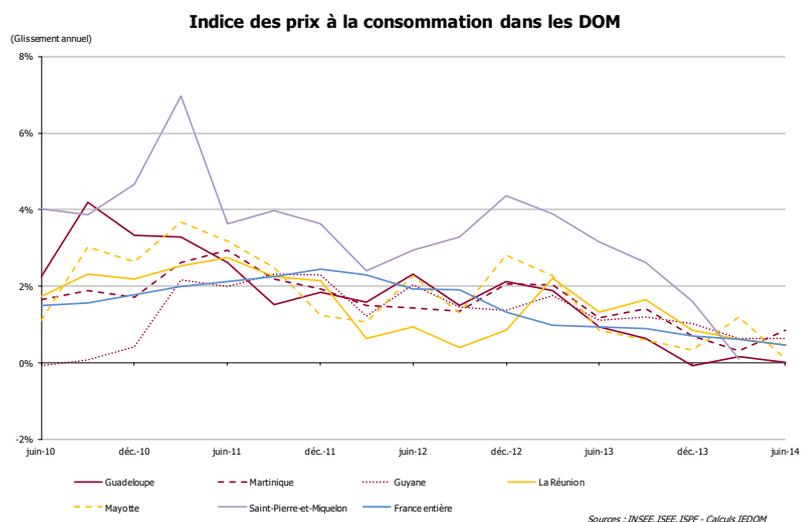


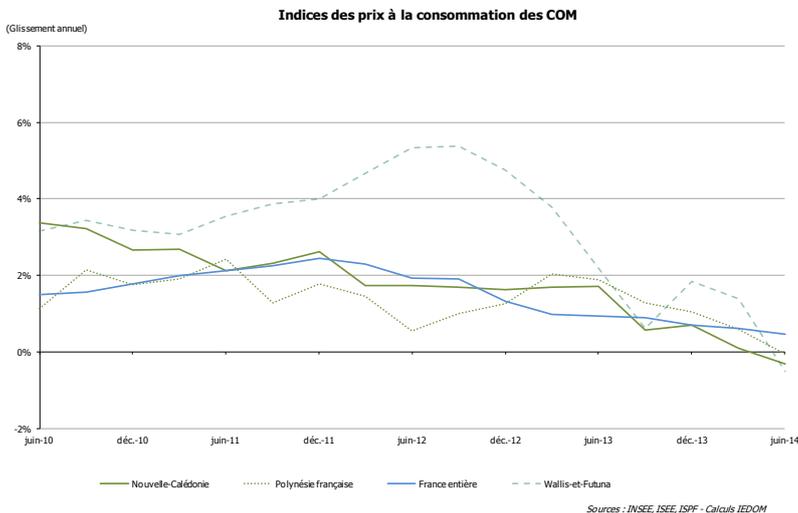
NOUVELLE DÉCÉLÉRATION DE LA HAUSSE DES PRIX

Le ralentissement de la hausse des prix dans l'Outre-mer se poursuit au deuxième trimestre.

Sur un an et pour l'ensemble des DCOM, l'évolution des prix est de +0,3 % après +0,4 % au trimestre précédent, s'inscrivant ainsi à un niveau moindre que celui prévalant pour la France entière (+0,5 %).

Dans les DOM, les prix sont stables à la Guadeloupe et en très faible évolution à Mayotte (+0,1 %). La progression reste également modérée en Guyane (+0,5 %) et à La Réunion (+0,6 %). La Martinique est le seul département où la hausse des prix s'accélère : +0,8 % à juin 2014 après +0,3 % au trimestre précédent.





Les prix sont en recul dans les **COM du Pacifique** (-0,2 %), tant en Nouvelle-Calédonie (-0,3 % après +0,1 % au premier trimestre) qu'à Wallis-et-Futuna (-0,5 % après +1,4 %). Ils se stabilisent en Polynésie française (+0,0 % après +0,6 %).

LE MARCHÉ DU TRAVAIL RESTE SOUS TENSION

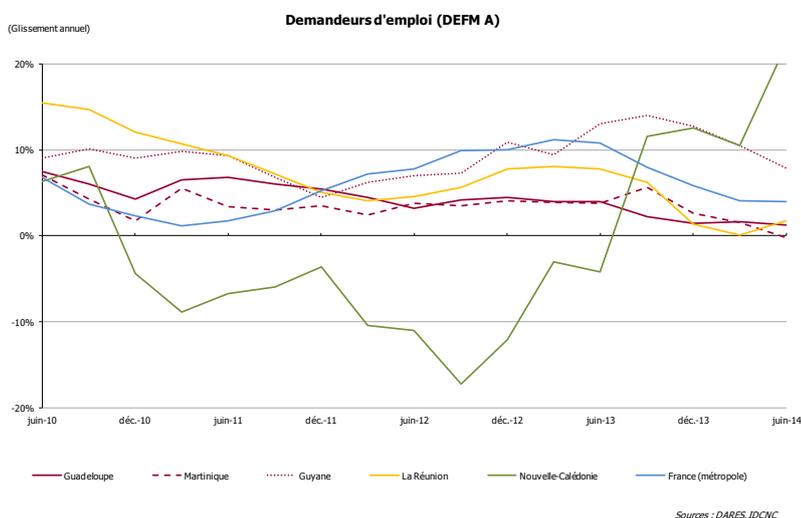
La légère embellie entraperçue sur le marché du travail au trimestre précédent ne s'est pas poursuivie au deuxième trimestre.

Dans les DOM, le nombre de demandeurs d'emploi progresse à nouveau au deuxième trimestre (+1,4 % après -0,2 %). Cette hausse est portée par La Réunion (+2,8 %) et la Guyane (+1,9 %) tandis qu'une amélioration est constatée aux Antilles : le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 0,4 % à la Guadeloupe pour la première fois depuis quatre ans, et de 0,6 % à la Martinique pour le troisième trimestre consécutif.

Sur un an, la détérioration du marché du travail s'amplifie dans les DOM, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi s'établissant à 1,9 % après 1,4 % au trimestre précédent. Les situations sont néanmoins différenciées avec des augmentations s'échelonnant de 1,2 % à la Guadeloupe à 7,9 % en Guyane. Seule la situation sur le marché du travail martiniquais s'améliore sur un an avec une diminution du nombre de demandeurs d'emploi de 0,2 % après +1,6 %.

Dans les COM du Pacifique, la situation sur le marché du travail reste tendue. En Nouvelle-Calédonie, le nombre de demandeurs d'emploi progresse fortement sur le trimestre (+8,7 %) après s'être stabilisé au trimestre précédent.

En revanche, l'offre d'emploi est mieux orientée (+21,2 %) reflétant notamment une hausse des besoins en main-d'œuvre dans le secteur des services. Sur un an, la dégradation du marché de l'emploi s'accélère avec une progression du nombre de demandeurs d'emploi de 22,3 % après +10,5 % au trimestre précédent. En Polynésie française, l'indice de l'emploi salarié marchand est quasi stable sur le trimestre (+0,1 %). Alors que l'emploi progresse dans le secteur de l'hôtellerie-restauration (+1,5 %) et du commerce (+1,6 %), il est en revanche en baisse dans la construction (-1,4 %) et l'industrie (-1,6 %). En glissement annuel, l'indice diminue de 1,4 %. L'emploi total déclaré à Wallis-et-Futuna restait stable en rythme trimestriel à fin décembre 2013. L'emploi total devrait néanmoins s'inscrire en retrait en 2014 sous l'effet de la diminution du nombre de chantiers dans le BTP et de la réduction de la commande publique.



LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : progression de l'indicateur du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse au deuxième trimestre 2014. À 99,6 points, l'indicateur s'établit au niveau de sa moyenne de longue période dont il s'était écarté après un recul au trimestre précédent. Cette amélioration de l'ICA s'explique principalement par l'appréciation globalement positive portée par les chefs d'entreprise, tant sur le trimestre passé que sur le trimestre à venir.

Le marché du travail enregistre un léger mieux mais n'indique pas encore d'orientation durablement favorable. La consommation des ménages est en berne et l'investissement progresse peu. Conséquence de la faiblesse de la demande intérieure, les échanges commerciaux sont en baisse.

L'activité est en hausse dans la plupart des secteurs d'activité après avoir marqué le pas en début d'année. Les chefs d'entreprise restent néanmoins prudents malgré l'amélioration du climat des affaires, en particulier, dans le secteur du tourisme où l'épidémie de Chikungunya fait craindre aux professionnels une chute de la fréquentation de l'île. Les prévisions d'activité pour le prochain trimestre sont en baisse dans la plupart des secteurs, tandis que les délais de paiement devraient continuer à se détériorer.

Martinique : redressement de l'indicateur du climat des affaires

Au deuxième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires affiche une légère amélioration (+2,4 points). Il demeure toutefois en deçà de sa moyenne de longue période (-2,9 points). Cette progression de l'ICA s'explique essentiellement par les anticipations favorables des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir et plus particulièrement par une moindre dégradation des prévisions d'investissement à un an.

Les prévisions d'investissement se redressent en effet dans la plupart des secteurs, même si elles demeurent globalement légèrement dégradées. En revanche, l'activité se replie au deuxième trimestre. L'écart entre les offres et les demandes d'emploi se creuse. Alors que les prix stagnent, la consommation des ménages repart à la baisse.

Pour le troisième trimestre, les professionnels restent prudents. L'activité devrait se maintenir tandis que les charges d'exploitation, les prix de vente et les effectifs pourraient se stabiliser. En revanche, la trésorerie et les délais de paiement pourraient de nouveau se dégrader.

Guyane : l'indicateur du climat des affaires au plus bas

La dégradation de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au deuxième trimestre (-3,1 points). A 86,4 points, il reste toujours en deçà de sa moyenne de longue période (-13,6 points).

Cette dégradation s'explique principalement par la détérioration de l'activité et de la trésorerie pressentie pour le troisième trimestre.

Alors que la consommation des ménages se maintient, la détérioration du marché du travail se poursuit et les intentions d'investir des chefs d'entreprise sont en recul après avoir connu une progression au trimestre précédent.

L'activité se dégrade dans la plupart des secteurs à l'exception du secteur primaire et des services marchands.

En ce qui concerne les perspectives d'activité pour le troisième trimestre 2014, celles-ci restent mal orientées, hormis pour le secteur des services marchands.

La Réunion : le redressement du climat des affaires se poursuit

La progression de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au deuxième trimestre 2014 (+2,2 points). Après cinq trimestres consécutifs de hausse, l'ICA a désormais dépassé sa moyenne de longue période pour s'établir à 101 points. Les composantes passées et futures de l'indicateur expliquent à parts égales (+1,1 point chacune) l'amélioration de l'ICA.

La bonne orientation de l'activité ne se retrouve que partiellement sur le marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi progresse, aussi bien chez les seniors que chez les moins de 25 ans.

La consommation des ménages continue de montrer des signes de reprise, dans un contexte de quasi-stabilité des prix. L'investissement se redresse une nouvelle fois au deuxième trimestre.

Les importations augmentent, tirées par l'ensemble des regroupements de produits. Les exportations sont à l'inverse en net repli, notamment celles de produits de la pêche et de rhum.

L'activité de l'ensemble des secteurs est globalement bien orientée, hormis dans le secteur des industries agroalimentaires. Dans ce contexte, les perspectives pour le troisième trimestre sont généralement favorables.

Mayotte : le climat des affaires s'améliore mais l'activité demeure faible

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) progresse de 7,3 points au deuxième trimestre 2014 pour s'établir très légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période (+0,8 point). L'amélioration de l'ICA s'explique autant par les réalisations du deuxième trimestre que par les anticipations positives pour le troisième trimestre.

Celle-ci ne traduit toutefois pas une confiance pleinement retrouvée des chefs d'entreprise. En effet, si le niveau de l'activité évolue positivement, il demeure cependant faible. Le marché du travail continue de se dégrader.

La consommation des ménages, qui bénéficie d'une légère baisse des prix, confirme le regain entamé depuis plusieurs trimestres. Les perspectives d'investissement demeurent bien orientées.

Les importations augmentent de nouveau, portées principalement par les achats de biens destinés aux ménages. Les exportations, toujours marquées par une évolution erratique, s'inscrivent également en hausse après une baisse au premier trimestre.

L'activité sectorielle est globalement plus favorable qu'au premier trimestre à l'exception du commerce, dont la progression est freinée, et du BTP dont la situation s'est une nouvelle fois détériorée. Malgré l'amélioration du climat des affaires, les chefs d'entreprise prévoient une baisse de leur activité au troisième trimestre. Le manque de visibilité sur l'évolution de la situation économique à court terme continue de peser sur la confiance des professionnels.

Saint-Pierre-et-Miquelon : une situation économique contrastée

L'activité économique de l'archipel, qui s'était inscrite en demi-teinte au trimestre précédent, affiche certains signes d'amélioration au deuxième trimestre 2014. Elle demeure toutefois contrastée.

Alors que la consommation des ménages montre des signes d'amélioration, qui se traduisent par une hausse des importations de biens de consommation et une reprise des crédits à la consommation, le niveau général des importations baisse significativement et l'investissement des entreprises reste mitigé.

L'indice des prix à la consommation des ménages, après une légère baisse au trimestre précédent, se stabilise principalement sous l'effet d'une diminution des prix de l'énergie compensée par une légère hausse des prix des produits alimentaires et des services.

Le marché de l'emploi, quant à lui, continue de s'améliorer avec une nouvelle baisse du nombre de demandeurs d'emploi et une forte croissance des offres d'emploi.

Au niveau sectoriel, le trafic vers l'archipel s'inscrit de nouveau en baisse, tandis que l'activité de la pêche industrielle et artisanale se replie.

Nouvelle-Calédonie : le climat des affaires se redresse progressivement

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse au deuxième trimestre 2014 (+0,9 point), confirmant ainsi la tendance amorcée lors des deux trimestres précédents. Il demeure toutefois bien en deçà de sa moyenne de longue période (-13,3 points). Cette amélioration repose principalement sur des anticipations moins défavorables des professionnels sur le trimestre à venir.

Même si l'indicateur du climat des affaires s'améliore légèrement, la conjoncture économique demeure globalement morose. La consommation des ménages peine à retrouver du dynamisme. L'augmentation soutenue de l'offre d'emploi ne suffit pas à contrecarrer la hausse du nombre de demandeurs d'emploi. Parallèlement, le climat d'attentisme continue de peser sur l'investissement des entreprises.

Sur le plan sectoriel, la plupart des secteurs pâtissent de l'atonie du climat conjoncturel. Le courant d'affaires dans le secteur minier reste cependant favorable, malgré l'incident intervenu début mai dans l'usine du Sud. L'activité du BTP continue de se dégrader, même si quelques signes précurseurs d'amélioration apparaissent. Le secteur du tourisme subit une baisse de la fréquentation sur la majorité des marchés émetteurs.

Polynésie française : l'indicateur du climat des affaires poursuit son amélioration

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse à nouveau au deuxième trimestre 2014 (+4,7 points) et s'établit nettement au dessus de sa moyenne de longue période, confirmant ainsi la tendance des trimestres précédents. Cette amélioration s'explique principalement par l'appréciation positive des chefs d'entreprise sur la réduction des délais de paiement et la nette amélioration de leur trésorerie. Dans une moindre mesure, les anticipations positives des entrepreneurs sur le trimestre à venir contribuent également à la progression de l'indicateur.

La consommation des ménages s'affermis légèrement mais reste peu dynamique, en dépit d'une inflation contenue. Après un recul en début d'année, l'investissement est également mieux orienté à fin juin mais reste fragile, tandis que les prévisions d'investissement à un an s'améliorent, témoignant d'une meilleure confiance des chefs d'entreprise sur le moyen terme. Le marché du travail reste cependant sous tension, faute de reprise sur le front de l'emploi.

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. Les professionnels du BTP font état d'une nouvelle amélioration de leur activité, en particulier dans la branche des travaux publics, et le secteur du tourisme bénéficie d'un coefficient moyen de remplissage en nette hausse. Dans le primaire et les services en revanche, l'activité est en repli.

Wallis-et-Futuna : la consommation des ménages stimule l'activité économique

À l'instar du premier trimestre, l'activité économique est portée par la consommation des ménages. L'activité commerciale reste bien orientée. L'ouverture récente d'une nouvelle grande surface sur l'île de Wallis a permis de faire pression sur les prix, notamment sur ceux des produits alimentaires. Les importations du Territoire sont une nouvelle fois en progression sur le trimestre.

Le ralentissement de l'activité du secteur du BTP se confirme. Les effectifs sont en repli et certaines entreprises ont temporairement cessé leur activité. Quelques chantiers d'envergure sont programmés en fin d'année (Hôpital, Capitainerie de Futuna) dont le principal, pour 2015, est celui du quai de Leava à Futuna, financé à hauteur de 1,83 milliard de F CFP dans le cadre du X^e FED. Des chantiers privés sont néanmoins susceptibles d'être engagés au second semestre. Dans ce contexte incertain, les entreprises apparaissent pessimistes et reportent leurs projets d'investissement dans l'attente d'une meilleure visibilité sur l'avenir.

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE INÉGALE

La croissance mondiale a marqué le pas au premier trimestre 2014, le taux de croissance annuel s'inscrivant à 2,8 % contre 3,8 % au deuxième semestre 2013. Le FMI a ainsi révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2014, dans un contexte d'aggravation des risques géopolitiques et de perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents. Après 3,2 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,4 % en 2014 puis 4 % en 2015.

La croissance économique a rebondi au deuxième trimestre 2014 aux États-Unis après le ralentissement enregistré au premier trimestre, dû à une importante correction des stocks et un hiver rigoureux. Les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré et d'une politique monétaire accommodante. La reprise de l'investissement devrait être limitée. Le FMI a de nouveau abaissé sa prévision de croissance aux États-Unis à 1,7 % en 2014 après 1,9 % en 2013.

Le PIB de la zone euro est resté stable au cours du deuxième trimestre 2014 après une progression de 0,2 % au trimestre précédent. En particulier, le PIB de l'Allemagne a baissé de 0,2 % au deuxième trimestre en raison d'une contribution négative du commerce extérieur et de la baisse des investissements. Selon le FMI, les risques baissiers demeurent préoccupants. Des chocs défavorables pourraient causer une inflation durablement faible ou une baisse des prix. Après deux années de contraction du PIB, le rythme de croissance passerait à 1,1 % en 2014 mais resterait inégal dans la région.

La France a vu son PIB en volume stagner au deuxième trimestre de 2014, comme au premier trimestre. Cette évolution s'explique, à l'instar de l'Allemagne, par un nouveau recul de l'investissement des entreprises et un ralentissement des exportations. Le FMI prévoit une croissance de 0,7 % en 2014 après 0,3 % en 2013.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement devrait légèrement ralentir, à 4,6 % en 2014 et serait suivie d'un rebond à 5,2 % en 2015. En particulier, le ralentissement progressif des performances de l'économie chinoise s'explique par un fléchissement de la demande intérieure lié à la maîtrise de l'expansion du crédit. La croissance devrait également ralentir fortement en Russie, les tensions géopolitiques affaiblissant la demande. Dans les autres pays émergents, le repli de la demande explique une moindre progression de l'investissement et un ralentissement de la croissance.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : octobre 2014 – Dépôt légal : octobre 2014 – ISSN 1952-9619